



Independent observer  
of the Global Fund

## LE FONDS MONDIAL CONTINUE DE PRÉSERVER SA MISSION PREMIÈRE D'ÉLIMINATION DU SIDA, DE LA TUBERCULOSE ET DU PALUDISME EN TANT QU'ÉPIDÉMIES

À l'occasion d'une session préalable à la réunion du Conseil d'administration, le Secrétariat du Fonds mondial a informé le Conseil d'administration concernant l'avancement, au 28 avril 2021, de la riposte du Fonds mondial à la pandémie de COVID-19, menée parallèlement à sa mission première. La mise à jour couvrait quatre domaines principaux, à savoir la protection du personnel du Secrétariat, la protection de la mission première du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, l'appui aux pays dans leur lutte contre la COVID-19 et le rôle de l'Organisation dans la riposte mondiale à la COVID-19.

Le contenu de cet article repose sur les documents préparés pour la réunion du Conseil d'administration des 11 et 12 mai 2021 ainsi que sur les retours des circonscriptions.

### Assurer la sécurité du personnel du Secrétariat

La COVID-19 continue de faire des ravages dans le monde, un an après que l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) l'a déclarée pandémie mondiale. La maladie continue de se propager, ayant infecté 148 millions de personnes et coûté la vie à 3,1 millions de personnes au 28 avril 2021. En ce qui concerne le personnel du Fonds mondial, 22 personnes ont contracté le coronavirus en 2021. À titre de précaution, le personnel du Fonds mondial travaille à la maison, conformément à la directive du gouvernement suisse et du canton de Genève en vigueur depuis le 3 novembre 2020. Le Secrétariat a donc recours au télétravail et aux réunions virtuelles.

La pandémie a apporté son lot de défis au personnel du Fonds mondial. Elle a contribué à augmenter la

charge de travail et le niveau de stress et a réduit les capacités du personnel, ayant ainsi une influence négative sur le bien-être et la vie de famille des membres du personnel. Un sondage auprès du personnel a révélé que le score de bien-être s'est à peine amélioré de septembre 2020 au premier trimestre 2021, passant de 45 % à 47 %. Le Secrétariat continue d'apporter son soutien au personnel face aux nouvelles modalités de travail et aux nouvelles exigences liées à la charge de travail en organisant régulièrement des réunions virtuelles. Le conseiller du travail et le service des ressources humaines offrent au personnel des ressources de soutien émotionnel afin d'améliorer le bien-être psychologique des travailleurs. Un soutien individuel est proposé aux employés dont des membres de la famille ou des amis ont souffert de la COVID-19. L'équipe dédiée à la riposte offre des réponses rapides aux demandes d'information du personnel et informe celui-ci toutes les deux semaines des souplesses offertes au personnel et des situations locales. Le Secrétariat encourage par ailleurs le personnel à se faire vacciner contre le COVID-19.

Protéger la mission première du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme

En dépit des perturbations liées à la COVID-19, le Fonds mondial reste attaché à sa mission première. L'Organisation a amélioré de manière significative le nombre de subventions signées, qui sont passées de 138 en 2017 à 157 fin 2020. En février 2021, le Comité technique d'examen des propositions (CTEP) avait recommandé que 157 demandes de financement, d'une valeur totale de 11,6 milliards de dollars, passent au stade de l'établissement de la subvention. Au mois d'avril 2021, le Comité d'approbation des subventions (CAS) avait examiné et recommandé le passage à l'établissement de la subvention de 86 % des allocations totales pour 2020-2022, soit 10,9 milliards de dollars.

Le Fonds mondial élabore actuellement sa stratégie post-2022, le processus évoluant tel que prévu sans être affecté par les perturbations liées à la COVID-19. Selon le document du Conseil d'administration, plus de 5 000 personnes ont apporté des commentaires, des suggestions et des points de vue sur l'élaboration de la prochaine stratégie du Fonds mondial, notamment dans le cadre des neuf consultations du Comité de la stratégie et du Conseil d'administration qui ont eu lieu au dernier trimestre 2020 et de la sixième édition des Forums de partenariat organisée du 2 février au 15 mars 2021, à laquelle ont participé quelque 350 représentants.

Entre mars et mai 2020, pour la première fois, le Fonds mondial a élaboré des plans de continuité opérationnelle, qui prévoient des orientations et des processus spécifiques pour protéger le personnel et les actifs durant une crise. Ces plans protègent ainsi la capacité de l'Organisation à mener à bien sa mission première en permettant une certaine souplesse aux pays et en mettant en œuvre des procédures d'atténuation des risques découlant des perturbations. Suite à un processus d'examen interne, le Secrétariat a modifié ou intégré les plans départementaux de continuité opérationnelle dans les politiques centrales de l'Organisation. Le Directeur exécutif a signé un mémorandum de prorogation afin que les plans qui sont encore en place puissent le rester provisoirement jusqu'au 30 septembre 2021.

L'équipe informatique continue d'appuyer les activités du Fonds mondial. Elle a facilité le télétravail, amélioré les systèmes afin de permettre la distribution des fonds COVID-19 et introduit des mesures de sécurité supplémentaires destinées à protéger l'Organisation des menaces de cybersécurité émergentes. À la fin du premier trimestre 2021, l'équipe avait terminé de migrer le Fonds mondial vers le nuage Microsoft Azure.

Soutien à la lutte des pays contre la COVID-19

Par l'intermédiaire de deux filières de financement, le Fonds mondial a mis 990 millions de dollars à la disposition des pays pour la lutte contre le COVID-19. Il s'agissait de 231 millions de dollars mis à la disposition des pays par l'intermédiaire d'assouplissements des subventions et d'économies réalisées dans le cadre des subventions et de 759 millions de dollars affectés au dispositif de riposte à la COVID-19

(C19RM). En ce qui concerne les fonds du C19RM, le Fonds mondial en a consacré 58 %, soit 442 millions de dollars, au renforcement de la riposte des pays à la COVID-19, 32 %, soit 243 millions de dollars à l'atténuation de l'impact de la COVID-19 sur la lutte contre les trois maladies et les 10 % restants, soit 74 millions de dollars, à l'amélioration des systèmes de santé et des systèmes communautaires.

Le Secrétariat a à nouveau lancé le C19RM après que celui-ci a été prorogé par le Conseil d'administration. Sur la base des leçons tirées, de l'examen du Bureau de l'Inspecteur général et des discussions avec le Conseil d'administration et les partenaires, le Secrétariat a apporté les modifications suivantes au C19RM :

- La demande de financement au titre du C19RM a été adaptée selon le mécanisme existant pour le VIH, la tuberculose et le paludisme. En outre, un nouveau Groupe consultatif technique sur la COVID-19, composé de membres des axes de travail concernés de l'Accélérateur ACT pour l'accès aux outils de lutte contre la COVID-19, a été mis sur pied pour aider les pays à élaborer des demandes de financement C19RM de qualité, les examiner, appuyer les structures des pays en matière de programmation, ainsi que de mise en œuvre des fonds C19RM et de suivi de la riposte nationale.
- L'examen des demandes de financement par le Comité d'approbation des subventions et le Groupe consultatif technique sur la COVID-19 a été centralisé de manière à ce qu'il se fasse simultanément.
- Le Secrétariat a pris plusieurs mesures pour assurer la participation communautaire au processus d'élaboration des demandes de financement et pendant la mise en œuvre. Ainsi, plusieurs questions ont été ajoutées dans le formulaire de demande de financement concernant l'impact de la COVID-19 sur les populations clés et vulnérables, les violences sexistes et les violations des droits de l'homme, et une liste d'organisations et de plateformes de la société civile est proposée comme partenaires de mise en œuvre.
- Le Secrétariat a élaboré un cadre de suivi et d'évaluation du C19RM, contenant un éventail d'indicateurs d'intrants et de résultats.

Le Secrétariat a déjà informé les pays concernant l'allocation C19RM et les procédures d'approbation des demandes de financement. En conséquence, 104 des 129 pays ou groupes de pays admissibles à des financements C19RM ont déjà manifesté leur intention de présenter une demande de financement complète, et le Secrétariat s'attendait à recevoir la première demande de financement complète d'ici le 14 mai 2021. Le Secrétariat a déjà reçu et approuvé une demande de financement selon la procédure accélérée pour l'Inde, d'un montant de 70 millions de dollars, et il s'attend à recevoir 35 autres demandes de pays individuels ou demandes multipays. Par ailleurs, le Fonds mondial continue d'aider les pays à se procurer des produits de lutte contre la COVID-19 par l'intermédiaire de la plateforme d'achat wambo.org. Plus de 20 millions de tests de dépistage de la COVID-19 et équipements de protection individuelle (EPI), d'une valeur de 134 millions de dollars, ont été commandés sur la plateforme.

Certaines circonscriptions ont exprimé des inquiétudes concernant les changements apportés au dispositif C19RM. Elles ont indiqué dans des déclarations écrites que ces changements augmentent la complexité du processus et qu'il faudra un temps considérable pour examiner les demandes de financement. Cela malgré le fait que la situation sur le terrain en matière de COVID-19 reste grave. Elles ont appelé le Secrétariat à informer le Conseil d'administration sur le fonctionnement des nouveaux processus et l'impact des délais d'examen et des décaissements.

Les circonscriptions ont salué le Secrétariat pour les ressources additionnelles qu'il a réussi à mobiliser pour protéger les acquis de la lutte contre le VIH, la tuberculose et le paludisme. Elles ont également rappelé que le renforcement des systèmes de santé joue un rôle capital dans la protection de ces acquis. Elles appellent donc à affecter les investissements C19RM au renforcement des systèmes de santé. Plus précisément, ces investissements devraient aller au-delà des EPI et de l'approvisionnement en oxygène

et viser d'autres mesures appropriées de soutien aux populations clés et vulnérables, telles que la fourniture de générateurs de secours fiables.

## Le rôle du Fonds mondial dans la riposte à la COVID-19

Le Fonds mondial est cofondateur de l'[Accélérateur ACT](#), un partenariat mondial qui a pour but d'accélérer la mise au point et la production des outils nécessaires pour la lutte contre la COVID-19, et de garantir un accès équitable à ces outils. L'Accélérateur ACT est composé de quatre axes de travail : les outils de diagnostic, les traitements, les vaccins et le renforcement des systèmes de santé. Hormis l'axe de travail des vaccins, le Fonds mondial joue un rôle actif dans les trois autres, où il apporte son soutien à l'achat de produits de diagnostic et de traitement, ainsi qu'en matière de renforcement des systèmes de santé. En 2021, l'Allemagne, les Pays-Bas et les États-Unis ont engagé 140 millions, 12 millions et 3,5 milliards de dollars respectivement au Fonds mondial dans le cadre du soutien à l'Accélérateur ACT. Au 21 avril 2021, le partenariat de l'Accélérateur ACT avait mobilisé des promesses s'élevant à 14,1 milliards de dollars de la part de gouvernements, du secteur privé, de philanthropes et de contributeurs multilatéraux, ce qui laisse un déficit de financement de 19 milliards de dollars.

Suite à la proposition des États-Unis de lever les brevets pour les vaccins contre la COVID-19, certaines circonscriptions ont exprimé dans des déclarations écrites l'espoir que d'autres pays leur emboîteront le pas. Tout en reconnaissant le rôle limité que le Fonds mondial joue en matière de vaccins, elles ont appelé les partenaires du Fonds mondial à :

- à appuyer la levée des droits de propriété intellectuelle non seulement pour les vaccins contre la COVID-19 mais également pour tous les produits utilisés contre cette maladie, afin de permettre leur production dans les pays en développement ;
- soutenir le plaidoyer en faveur de l'élimination des obstacles entravant l'accès aux médicaments ;
- aider les pays qui veulent utiliser les systèmes d'achat nationaux, les fabricants locaux et [wambo.org](#) pour se procurer des fournitures médicales, notamment contre la COVID-19 ;
- assurer la participation active des communautés au niveau des pays afin de connaître leurs besoins pour faire face à la pandémie par le biais du C19RM.

Le document GF/B45/04 du Conseil d'administration sur la riposte à la COVID-19 et la continuité des activités devrait être disponible prochainement à l'adresse suivante :

<https://www.theglobalfund.org/en/board/meetings/45>.

[Read More](#)

---